

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

### A NOS LECTEURS.

La guerre terrible que le roi de Prusse fait à la République Française, occupe trop l'attention de nos lecteurs pour nous permettre de leur parler chaque semaine de l'abolition du prolétariat, quoique la solution de ce problème dépende beaucoup de la victoire des armées françaises.

Pour être lu à l'heure qu'il est, il ne faut parler que de stratégie, de sièges et de batailles.

D'un autre côté, comme les grands journaux donnent les nouvelles aussitôt que le télégraphe les transmet, ce serait faire un double emploi que de les publier après que tout le monde les aurait déjà lues.

En face de cette situation que les événements nous ont faite, nous avons donc résolu d'ajourner la publication hebdomadaire de notre Bulletin, mais de le faire paraître comme à son début, une fois par mois, jusqu'à ce que la guerre soit terminée, et que l'on ait convoqué l'Assemblée Constituante où toutes les questions relatives au travail et à la morale indépendante seront élucidées et espérans-le, résolues.

L'abonnement ne sera donc que d'un dollar pour l'année 1871, et nous allons retourner un dollar sur les deux qu'on nous a envoyé, à chacun de ceux qui ont déjà souscrit pour la seconde année.

Quand on aura expulsé les prussiens de France, lorsque la République sera consolidée, les mêmes désirs de privilèges vont reparaître, les mêmes rivalités se heurter, les mêmes injustices renaître, les mêmes calomnies contre les socialistes travailleurs recommencer, c'est dans l'ordre. Une société ne se laisse pas transformer, sans lutter même avec colère.

Nous devons donc nous préparer à lutter aussi avec acharnement, ce sera l'œuvre de la seconde année du Bulletin. De plus, n'oublions pas que nous ne serons forts que si nous sommes logiques, et que nous ne serons logiques qu'en demandant à l'administration des intérêts généraux de la société appelée à remplacer le gouvernement, *La Liberté, La Sécurité de notre Liberté*. Rien de plus.

Tout le reste regarde les citoyens, comme le Congrès de Lausanne l'a fort bien dit dans la principale de ses résolutions.

### RESOLUTION.

L'Union Républicaine de langue française, dans sa séance extraordinaire du 11 Janvier

1871, a pris une détermination importante.

Un membre de l'Union ayant fait connaître que dans plusieurs ateliers du bas de la ville les ouvriers de langue française, c'est-à-dire des Français, des Belges, des Suisses, des Italiens et d'autres même, appartenant à diverses nationalités, s'étaient imposé une cotisation volontaire de 25 cents par semaine, destinée à créer un fonds de secours permanent pour la République Française, l'assemblée a décidé par un vote, que cet exemple serait suivi par elle, et immédiatement les membres présents ont élu des délégués pour recueillir chaque semaine ces cotisations et les verser entre les mains du Trésorier.

De la discussion qui a précédé l'adoption de cette mesure et à laquelle ont pris part les citoyens Pelletier, Villa, Debuchy, Ratti, Constant et autres, il résulte que l'Union Républicaine voudrait voir s'étendre et se généraliser cette œuvre de patriotisme et d'humanité à laquelle elle coopère pour sa part en tant que groupe français. Les raisons qui militent en faveur de cette œuvre sont trop faciles à débiter pour qu'on les énumère longuement.

Voici en peu de mots les principales considérations :

1o. Victorieuse ou vaincue, la France aura pour longtemps besoin d'aide, de secours matériels. Les premiers sacrifices demandés au patriotisme par les divers comités, les diverses organisations, et sous plusieurs formes, telles que souscriptions, bazars, tombolas, bals, concerts etc., ont été faits de grand cœur. Mais en raison même que c'étaient des sacrifices, ils ne peuvent se renouveler tous les jours.

2o. Lâchant donc de côté l'appât des gros chiffres, nous pensons qu'il faudrait constituer une souscription permanente et en rapport avec les ressources de chacun.

3o. Il serait bon, il serait grand que cette souscription offerte à la république fût le produit, la contribution du travailleur. Ce sera l'obole du pauvre, le denier de la veuve.

4o. Il serait bon aussi que ce mouvement fût secondé par les efforts de tous, et notamment appuyé par la presse; alors il sera vraiment fécond en résultats.

5o. Que des groupes se forment partout où il est possible; dans les ateliers, dans les sociétés de bienfaisance ou de plaisir, chez les Franc-Maçons, dans les cercles de la vie privée, partout enfin et que des collecteurs ramassent la monnaie.

6o. Qu'à un moment donné tous ces délégués se réunissent en un meeting populaire pour organiser un centre d'action, et nommer un trésorier général.

7o. Enfin que chaque mois, quelle que soit la somme recueillie, on l'expédie aux membres de la défense nationale à Bordeaux.

Français, réunissons-nous tous dans une même pensée de patriotisme et d'humanité, et fondons à notre tour l'œuvre efficace du "denier de St. Pierre de la République Universelle."

### AUX PAPALINS.

L'éternel ennemi de la liberté, l'immense catholicisme ose élever la tête.

Humble et cauteleux tant qu'il se sent en minorité il retrouve son arrogance et son esprit d'envahissement dès qu'il se voit en force.

Grâce aux institutions libérales de ce pays, grâce à la liberté de conscience qui y règne par le fait de la séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat, les catholiques ont pu grandir dans l'ombre et aujourd'hui ils jettent le masque, ils menacent.

Laissez leur parole au pied d'une croix, ils se sentent libérés, pris quatre à quatre.

Il faudra—disent-ils—compter avec eux aux prochaines élections.

C'est à propos de l'agitation papale que cette élique monstrueuse lance son insolent manifeste élaboré dans les sacristies transformées en chœur.

Et nous ne protestons pas contre ces hypocrites défilants! Et nous ne ferions pas tout pour fermer le registre!

Quoi! Ce n'est pas assez de savoir que dans leurs misérables offices, séminaires et confessions, ils pervertissent, abrutissent, corrompent femmes et enfants; il faudra que nous recevions sans mot dire ce soufflet que les lâches robes noires, par leurs porte-paroles, font donner à la liberté des peuples!

Nous! la conscience humaine proteste à la fin! Oseux de ténérailles que jamais on ne peut avoir le fauteur de reconstruire au grand jour,—car lorsqu'on va chez eux pour chercher leurs oracles, leurs oracles n'y sont jamais,—ils ne savent que taper, mimer, et travailler dans l'ombre. Eh bien! nous les provoquons, je les provoquerai moi!

Qu'ils osent engager une manifestation grandiose en faveur de leur fétiche, de vieux pape scrofuléux dont on parle généralement les dettes, cet hypocrite qui joue à la victime quand rien ne menace un chrétien de sa tête; qu'ils viennent se compter sur la place publique. Nous convoquons les amis des peuples, ceux qui croient à la sainte liberté, et l'on verra où est la majorité!

Qu'ils osent, s'ils le préfèrent, ces hommes sans patrie, sans cœur, rois de l'humanité militante au profit d'une abstraction future,—pères à signés qui emplit leurs poches et leur vaut tout leur prestige,—qu'ils osent consentir à un meeting, à une conférence; qu'ils viennent et soutenez leurs détestables doctrines, qu'ils viennent prouver, même par leurs livres prétendus saints, les droits temporels concédés par Christ à l'Évêque de Rome; nous les attendons de pied ferme.

Ah! il leur faut Rome, à ces soi-disant représentants de celui qui a dit: Mon royaume n'est pas de ce monde. Et pourquoi pas Paris aussi, et Londres et Vienne et New-York!

Ce sera beau, cette lutte des défenseurs de la liberté universelle contre les séides d'une religion qui compte au rang de ses fautes les plus brillantes la Saint-Barthélemy, l'Inquisition et les Dragonnades!

Mais non! Ils se cacheront comme partout, comme toujours. Ni en corps, ni individuellement on ne peut les amener à lutter au grand jour. Il leur faut les ténérailles protectrices.

Nous, soldats de la liberté, nous ne craignons ni le combat ni le danger. A quelque heure, en quelque lieu et dans quelque condition que ce soit, nous sommes prêts.

Oseront-ils rebayer notre défi!

ADRESSE.

Aux membres de la branche Belge de l'Association Internationale des Travailleurs.

New-York Décembre, 1870.

Frères,

Les journaux nous apportent de mauvaises nouvelles de Belgique. On vous menace et l'on vous déclare la guerre. Du haut de son siège, en audience solennelle de la Cour d'appel de Bruxelles, en présence de tous ces magistrats chargés de rendre ce que l'on appelle la Justice, un Procureur-général prêche la croisade et annonce la persécution contre toute une classe de citoyens!

Est-ce donc là le rôle qu'assume le ministère public dans votre pays, que l'on nous dit si libre et si avancé? Nous croyons que le ministère public, dans son principe et sa mission, était chargé de protéger tous les citoyens et de poursuivre et faire punir les coupables, et voilà Mr. Meulagh qui nous annonce, comme Saint Dominique, prêchant la croisade des Albigeois, qu'il va consacrer ses efforts et sa vie à la destruction de l'Association Internationale des Travailleurs!

Est-ce que le gendarme va se faire professeur d'économie politique et sociale? Est-ce que le salire et la bayonnette vont longtemps encore régler la balance des salaires et des profits? Ce n'est donc pas assez de sang versé dans le Borinage, à Marchiennes, à Seraing, à Verviers pour la plus grande gloire des Hauts Basins de la houille et du drap? Tout cela semble peu pour ce tendre Mr. Meulagh! Que lui font quelques cadavres géant dans les chemins! Que lui font quelques milliers de pères de famille jetés en prison pour avoir demandé en faveur de leurs femmes, de leurs enfants et d'eux-mêmes, une part un peu plus grande au banquet de la vie où quelque une se gargarise à étouffer! Ce sont là jeux d'enfants n'est-ce pas? Pour cet excellent procureur général, c'est la destruction violente, l'annihilation complète et définitive de l'Association qu'il faut obtenir, et comme conséquence logique, la suppression de tous ceux qui la composent!

Eh bien! soit. Contre les complots tramés et préparés par les policiers dans cet obscur cabinet de la rue de Jussieu, nous étions sans moyens de lutte. Contre les diversions sanglantes de Mr. de Bismark, nous sommes sans force et sans pouvoir! Mais à ce défi jeté du haut de son siège, par ce Grandperron doublé de l'Étrel, nous répondons de ce côté de l'Océan et nous disons:

Frères de Belgique, courage! Dans cette guerre que l'on vous déclare, nous sommes solidaires avec vous tous! Nous vous soutiendrons, nous vous défendrons et gare à qui vous touche!

Parce qu'il a cet air farouche que donnent des yeux profondément encaissés surmontés d'épauls sautoirs, parce qu'il a sur les épaules six années de drap sanglant garni de lapis blanc, parce qu'il force d'efforts, il parvient à grossir l'air de fusées d'une voix stridente, est-ce que votre Procureur-Général aurait la prétention de vous faire peur! Allons donc, Mr. le Procureur-Général, ne jurez pas à la Babouze et au Croquemitaine, c'est bon pour faire peur aux enfants, et sachez-le, Monsieur, l'Internationale est virile, bien virile! La preuve évidente de notre virilité et de notre force, Frères, c'est que notre Association couvre de son réseau les deux hémisphères, et qu'entre nous tout il y a un lien sacré et indissoluble, comme il y a un seul principe, un seul programme: le droit à la vie, à la liberté, et à la recherche du bonheur!

Que M. Meulagh y regarde à deux fois avant d'ouvrir cette ère de persécutions et de proscriptions, à laquelle il annonce si fièrement qu'il va détruire sa vie. Qu'il se souvienne que l'heure de la rétribution finit toujours par sonner, et alors comme Cain, errant fugitif sur la terre, il ne pourra trouver ni un asile, ni un abri, sans que l'Internationale ne se lève pour lui demander compte du sang versé, des larmes répandues par ses ordres!

Et partout il entendra une voix plus terrible que la sienne, lui criant sans cesse: Marche, magistrat prévaricateur, toi qui avais pour mission de protéger les faibles et les petits et qui jettes la Justice enchaînée aux pieds des grands et des forts!

Marche, toi qui l'as fait le tortionnaire des exploités, et le thuriféraire des exploitants!

Marche, toi qui as consacré tes efforts et ta vie à écraser le travail et à exalter le capital!

Marche, marche sans l'arrêter! voilà ce que cette voix lui répètera jusqu'à ce qu'il réussisse à conquérir l'oubli, l'obscurité et le repos si sa conscience lui en laisse.

Nous n'avons pas voulu Frères, à la veille de la lutte que l'on veut entamer contre vous, manquer à nos devoirs de fraternité. Au nom de la Branche Américaine de l'Association Internationale des Travailleurs, nous vous disons: Courage, ceignez vos reins, soyez prudents et forts, et comptez sur nos sympathies et au besoin sur notre appel.

Pour la Branche Américaine de l'Association Internationale des Travailleurs, Le Comité Central de New-York.

La Charité.

Les gens qui, aujourd'hui, pichent des sous dans toutes les poches, sous prétexte de secourir les blessés, mais en réalité pour faciliter une restauration bonapartiste, invoquent la charité.

Les républicains qui rassemblent des fonds pour aider dans sa tâche le Comité de défense nationale, invoquent le patriotisme.

Tels sont, à ne le plus déguiser sous peine de duplicité, les deux côtés de la question, la flag et le revers de la médaille.

La charité!... Que de plats sermons on a faits sur ce texte!

Que de sottises dégingènes on a mises en circulation pour paraphraser ce mot banal, car "il y a des sottises bien habillées comme il y a des sottises bien vêtues."

Nous démolissons les idées; c'est notre rôle. Nous disons sans ambages que nous avons horreur de la charité, cette invention dissolvante du catholicisme. Ce mot de "charité" nous est odieux; il pose le prêtre.

Le catholicisme, seule cause de l'affaiblissement des nations modernes, a été vigoureusement et habilement organisé, c'est vrai. Il offre la critique. Tout s'y coordonne et s'y enchaîne logiquement. Le point de départ est une fide admi, les prémisses des catholiques adoptées, il faut conclure comme eux.

Essayons donc de renverser la base de l'idole.

Pour donner les-les les intelligences et la matière, le catholicisme a inventé une doctrine d'abnégation et de résignation—vertus négatives et lâches. Il a propagé des fables ridicules et prêché la foi à une autre vie, à une vie future, avec un système de récompenses fausses et de châtiements hideux;—mirage trompeur offert aux imaginations extatiques,— le tout pour détourner la pensée de l'homme de ses droits, de ses devoirs et de ses intérêts légitimes dans cette vie réelle.

Par le dogme de la Charité, l'humanité se trouve peu à peu divisée en castes; en riches qui possèdent, en pauvres qui manquent de tout ou du moins de presque tout. Le riche doit donner une partie de son superflu, le pauvre doit recevoir cette honteuse obole avec reconnaissance.

Que l'on compare cette fangeuse et criminelle théorie à l'admirable doctrine de la Solidarité républicaine.

Est-ce que nous reconnaissons des riches de droit divin et des pauvres condamnés à la mendicité perpétuelle?

Non! les hommes sont égaux au point de départ. Tous sont solidaires des souffrances de tous. A celui qui ne possède pas, de par son travail, s'il n'est ni paresseux ni criminel, la société doit les moyens d'existence. A tous elle doit l'instrument de travail.

La est le devoir de l'humanité, socialement groupée, envers elle-même.

Il y a loin de cette théorie à celle sur laquelle se base la charité.

Le travail est la loi suprême, la loi de tous.

Le travail n'est pas un châtiement. On ne peut le considérer ainsi que dans nos sociétés perverses, fondées sur le privilège et le parasitisme.

Le travail est la loi suprême de l'homme, la manifestation morale de ses facultés, sa condition d'être, l'exercice même et le fonctionnement de la vie.

Mais les conditions du travail ont toujours été établies d'une manière oppressive. Ce que nous appelons l'organisation du travail doit correspondre à ces trois points:

- 1o. Il ne doit y avoir aucun oisif.
- 2o. Le travail ne doit en aucun cas dépasser la somme des forces de l'homme. Si rudes que semblent devoir être certains travaux, la science a fait assez de progrès pour que vous lui demandiez de créer des machines opérant ces travaux fatigants. Le rôle de l'homme sera de diriger ces machines.

3o. Tout homme a droit au produit intégral de son labeur.

Et dans ces conditions nous disons que le travail n'étant plus que la manifestation, l'expansion, le développement des diverses aptitudes physiques ou intellectuelles de l'homme, le travail, aujourd'hui maudit, sera une véritable bénédiction.

On vivra de travailler, on mourra d'inaction.

Nul ne sera condamné—en expiation de péchés imaginaires commis par d'autres—au froid et à la faim.

La morale pure, indépendante, immanente au cœur de l'homme, se substituera partout aux faux dieux.

Que sera alors cette charité si abondamment préconisée par les jongleurs en robe noire et leurs adeptes? On la reliquera avec cette monstrueuse chose qu'on appelle le catholicisme, au plus profond des abîmes insensibles où vont les doctrines malfaisantes et les institutions pourries.

Le travail annihile l'homme, l'aumône, la charité le dégradent.

A bas la charité, la royauté, le catholicisme, tous enfants de même lignage, et vive la santé, l'éternelle solidarité républicaine!

La République ne se rend pas.

Les nouvelles d'Europe depuis le 4 Septembre dernier sont toutes annoncées par les télégrammes et présentées par les journaux sous un jour favorable à la cause de l'empire prussien. Pourquoi? parce que ceux qui sont chargés de les envoyer sont, au vit et au su de tous, payés par le trésor de la Prusse.— On dira que cela a peu d'importance, vu qu'en France on sait à quoi s'en tenir, et que les républicains français qui ont pour devise: "La République ne fait pas la paix avec l'étranger qui est sur son territoire, se moquent un peu de l'opinion qu'on peut avoir de leur lâcheté à lutter jusqu'à la mort.

Cependant, ces nouvelles paraissent souvent de bons sentiments et de généreux cœurs; elles empêchent des hommes d'aider à la France à se défendre, la croyant à la veille de succomber, nous devons donc réagir contre cette manière de présenter les faits au public.

Ainsi, nous avons depuis trois semaines repris Duby, Gray, Antun, Vessoul, Monbeillard et Glin, tous les journaux ont dit que les prussiens avaient été délogés, qu'ils avaient évacué ces villes, mais on s'est bien gardé de dire que nous les avions chassés après les avoir battus partout. Eux, du côté de l'ouest, ont pris Alençon et Laval, il s'y a pas eu assez de trompettes pour sonner leur victoire. Notre armée a été mise en déroute, taillée en pièces, cependant elle les a repoussés jusqu'à trois fois et s'est battue jusque dans les rues de Mans.

Dans les faits assés où les prussiens ont été repoussés, combien ont-ils perdu d'hommes? William ne l'a pas écrit à Augusta. Donc, on s'est battu trois jours, on s'a tué d'abord aucun prussien, on a réclamé, alors on a dit quatre mille, tant tués que blessés, l'ennemi a fait vingt mille français prisonniers, y compris les dix-huit mille blessés qui étaient dans les hôpitaux, et la France va se rendre. Voilà selon eux l'éternel refrain: La France voit s'évanouir sa dernière espérance.

Il faut qu'on le sache à la fin, la République ne se rend jamais! elle ne traite jamais avec les rois qui lui ont mis le pied sur la gorge. Un d'Orléans pour ravoir un trône, un Bonaparte pour se refaire un empire, un Bourbon pour faire refleurir les prêtres et les nobles, peuvent parler de paix, c'est leur rôle, ils ont des sujets, ils peuvent en disposer, comme un veneur de ses chiens; mais la République, elle se défend et meurt plutôt que de déchoir.

L'homme s'appartient, les peuples s'appartiennent, les donner, les céder ou même ne pas les défendre jusqu'à son dernier homme et à son dernier sou, serait le comble du déshonneur; et, je le répète, fidèle à ses principes, Paris dut-il capituler au lieu de faire une trouée à travers l'ennemi quand il ne pourra plus entendre, la République ne se rendra pas.

Les dernières nouvelles qu'un des rédacteurs du Bulletin a reçues de Paris sont du 22 Décembre; en bien, à cette époque Paris avait encore du vin, du riz, du macaroni, du chocolat et de la farine pour huit mois; de la viande et de tout le nécessaire jusqu'à fin de Mars. Et dans son sein 800 mille hommes armés, munis d'excellentes armes. Sur ces 800 mille, 500 mille feront une sortie, nous verrons bien si 400 mille prussiens qui cernent Paris arrêteront 500 mille hommes déterminés, et qui ne restent si longtemps dans Paris que pour donner le temps à la France de former des armées.

Les prussiens peuvent gagner dix, vingt victoires de plus, cela ne changera rien à leur position; le flot de la défense monte tous les jours. Mais qu'ils en perdent seulement une importante, et ils sont à jamais perdus!

La France n'a qu'une chose à redouter, c'est sa confiance envers les riches et les jésuites qui sont ses éternels ennemis de son génie.

**L'Association Internationale des Travailleurs.**

**Son But, sa Théorie, son Organisation.**

(Suite.) (\*)

C'est cette double tendance des deux grandes races qui partagent l'Europe, que Charles Marx a admirablement comprise. Il est devenu un grand réformateur, et il a réussi parcequ'il s'est efforcé de faire comprendre aux travailleurs Anglais l'idée française d'Égalité, et aux travailleurs Français, l'idée anglaise de Liberté et de souveraineté de l'Individu.

Il est bientôt parvenu à grouper les travailleurs, à les réunir en congrès internationaux; il les a placés en présence, les a mis à même d'échanger leurs idées et de se prêter un mutuel appui. Ces réunions ont eu l'heureux résultat de corriger, dans une certaine mesure, les idées trop exclusives, et d'amener la masse des travailleurs à comprendre qu'il était indispensable, pour l'avance, d'arriver à une conception plus élevée de la société, à une organisation plus conforme aux destinées de l'humanité et aux droits de tous ceux qui la composent.

Dans le but de vulgariser et de répandre ces idées, Charles Marx a commencé la publication d'un grand ouvrage qu'il a intitulé *Le Capital (Das Kapital)*. Ce livre, dont il n'a paru que le premier volume, a été d'abord imprimé en allemand. Mais les parties les plus essentielles, c'est-à-dire tout ce qui tient aux principes, ont été traduites dans toutes les langues, et constituent à l'heure qu'il est, la charte, et comme on pourrait le dire, l'Évangile de l'Association Internationale des Travailleurs.

Grâce aux efforts de ce hardi rénovateur, un premier congrès des délégués envoyés de divers pays, eut lieu à Londres en 1864. Depuis lors, des congrès semblables ont été tenus à Lausanne en 1866, à Bruxelles en 1868, à Bâle (Suisse) en 1869. En ce moment, après ce petit nombre d'années, l'Association compte des millions de travailleurs appartenant à l'Angleterre, à la France, à la Belgique, à la Suisse, à l'Espagne, à l'Italie, à la Hollande, à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Suède, et même à la Russie.

L'idée principale et fondamentale de l'Association Internationale peut se formuler ainsi; c'est le résumé de sa thèse sociale: "La société ayant vu changer essentiellement, et voyant se transformer chaque jour ses conditions de production, de consommation et d'échange, aussi bien que ses idées philosophiques, religieuses et politiques, il est essentiel que les membres de cette société comprennent la nature de ces transformations et soient préparés à en subir les conséquences."

C'est toujours le Capital qui a amené les révolutions dans tous les pays et dans tous les temps. Chaque période de l'histoire des sociétés nous montre une organisation différente de ses forces productives. Le travail esclave est ce qui caractérise spécialement l'industrie aussi bien que l'existence sociale dans l'antiquité. Le moyen âge nous montre l'individualisation et la division du travail, avec un seul but, celui de suffire aux besoins journaliers du producteur. Le développement des manufactures a donné au siècle passé son originalité, quelque transitoire qu'ait été ce système. Ce sont les perfectionnements apportés à cette récente organisation du travail, par les inventions nouvelles et les découvertes scientifiques, qui ont amené ce qui caractérise notre société actuelle: la production et l'industrie Capitalistes.

"La où jadis vous voyiez un travailleur maître de lui-même, patron par lui-même, créant pour lui-même tel ou tel produit, et consacrant à cette œuvre toute une existence de labeur, vous voyez maintenant un véritable esclave au service d'un capitaliste qui lui fournit les matières premières, les outils et les machines. Ce capitaliste réalise tous les profits et ne donne à l'ouvrier, sous la dénomination de salaire, qu'une misérable portion de ce qu'il empêche lui-même.

"Ce travailleur n'est plus un homme indépendant, intelligent, fier de lui-même; il n'est plus un membre

d'une société libre; il devient purement et simplement un misérable Proletaire.

"Il est incontestable que c'est la tendance générale de l'époque de transformer toute production individuelle en production collective et capitaliste. La société se divise de plus en plus en deux classes: l'une qui possède tout, et l'autre, cette dernière la plus nombreuse, qui, ne possédant rien, est entièrement, pour ses besoins les plus immédiats, dans la dépendance absolue du capitaliste.

"Il est une conséquence découlant forcément de la moderne organisation de la production; tout se faisant sur une échelle colossale, les produits sont moins coûteux, plus parfaits, plus uniformes; le mode de travail économisant temps, forces, capitaux, il n'y a plus de place pour le petit industriel qui doit en peu de temps disparaître. Lorsqu'à la fin, et cela est inévitable, le sol sera devenu la propriété d'un petit nombre, lorsque tous les produits, dans toutes les branches, seront créés par ses machines presque exclusivement; lorsque tout le capital d'un pays sera accumulé dans les mains d'une aristocratie d'argent, alors que la possession de ce capital met cette aristocratie à même de faire faire les lois conformément à ses intérêts ou à sa fantaisie, où la majorité des travailleurs trouvera-t-elle un travail rémunérateur? Comment ces pauvres déshérités pourront-ils garantir leur indépendance? Comment même, avec le secours de la coopération, pourra-t-on faire une concurrence utile à ces grands producteurs disposant de capitaux sans limites?"

Pour compléter et détruire ces conséquences funestes, Charles Marx a formulé un programme, et c'est ce programme qui, discuté à fond dans les quatre congrès de l'Association Internationale, a été adopté comme la formule définitive et le but de tous les efforts de l'organisation. On peut résumer cette charte nouvelle des travailleurs en quelques points principaux:

Il est inutile que la population ouvrière d'un pays donne cherché à reconstruire la société dans ce pays par une action isolée.

Le résultat ne sera obtenu, et ne peut être obtenu que par l'entente et l'action commune de tous les pays.

En attendant ce résultat, il faut s'efforcer d'empêcher toute tentative de révolution violente.

La nouvelle société doit avoir pour principe et pour base l'Instruction Universelle.

Tout individu doit être à même de se développer par tous les moyens d'Instruction, dans les sciences, comme dans les arts, de façon à devenir un être humain, vraiment digne de ce nom.

Toutes les sciences scandaleusement déviées, consacrées maintenant, sans profit aucun, à soutenir les armées permanentes et les clergés complices de la moderne aristocratie, doivent être employées à élever le niveau de l'intelligence et de l'éducation de tous.

Une société ainsi préparée par son œuvre, trouvera sans peine la formule légale qui convient à ses destinées et à son but. Cette législation, évidemment sera en rapport exact avec les conditions économiques dans lesquelles nous vivons.

La production doit être organisée sur les bases les plus scientifiques et les plus larges.

Toutes les inventions nouvelles, toutes les découvertes, au lieu de contribuer, comme maintenant, au profit du petit nombre et au détriment des masses, ne doivent plus être que des moyens de diminuer le poids du travail de tous, d'améliorer les conditions de l'existence, et de favoriser les progrès de l'humanité toute entière.

Les sources indispensables de la richesse sociale, telles que la terre, les mines, les machines, les voies de communication, doivent être des propriétés communes à tous, et cette transformation doit être graduelle.

En réalité, rien ne peut être raisonnablement considéré comme propriété légitime; si ce n'est le produit direct du travail, c'est-à-dire du travail de chaque individu.

Un fait remarquable dans ce grand mouvement, c'est que parmi les apôtres les plus autorisés de la foi nouvelle, il en est peu qui aient reçu ce que l'on appelle une éducation complète. C'est à la logique de leur esprit, à la clarté de leurs déductions, à la masse de données et de faits, de statistique et d'histoire, chez beaucoup à une éloquence entraînante, qu'est dû leur influence. La plupart sont des enfants de leurs œuvres, et feraient honneur à bien des réunions de savants.

Parmi ces hommes vraiment remarquables, nous citerons d'abord un ouvrier tailleur de Londres, Eccarius, qui a écrit un des plus brillants écrivains de l'Angleterre, dans sa "Reputation des doctrines écono-

miques de John Stuart Mill". Un autre, un tanneur d'Elberfeld, Diegen, a publié une critique aujourd'hui oubliée, de tous les systèmes métaphysiques. Enfin, ne pouvant tous les nommer, nous désignerons encore Bebel, de Leipzig, un tourneur, l'un des membres les plus éloquents et les plus influents du parlement de l'Allemagne du Nord. Et si l'on citait les noms de tous ces rédacteurs qui, dans leurs journaux, ont propagé l'idée nouvelle en Anglais, en Français, en Allemand, en Espagnol, en Italien, en Flamand, en Hollandais, en Hongrois, en Tchèque, en Russe, on aurait une armée d'hommes remarquables, tous appartenant aux classes ouvrières, et dont les plus éloquents préparent la grande rénovation.

Parmi les nombreux journaux de l'Association on peut mentionner: en Français, *L'Égalité*, de Genève, *Le Marcheur*, de Liège, *L'International*, *Les Cahiers du Travail*, de Bruxelles; en Flamand, *De Worker (L'Ouvrier)*, de Gand; en Espagnol, *La Solidaridad*, de Barcelonne; en Allemand, *Volksrecht (Le Règne du Peuple)*, de Leipzig, *Volkszeitung (La Volonté du Peuple)*, de Vienne, *Tageblatt (La Sentinelle du jour)*, de Zurich, et *Verbot*, de Genève.

Il y a encore deux journaux quotidiens publiés en Allemand, l'un à Berlin par le célèbre démocrate Johannes Jacoby de Königsberg, sous le titre de *Zukunft (L'Avenir)*; et *Arbeiter Union*, publié à New-York.

La propagande, les enseignements de tous ces hommes, ont accompli des merveilles si l'on considère les obstacles dont l'œuvre est entourée.

En condamnant sans restriction les grèves isolées, les émeutes partielles, les démonstrations tumultueuses, et pour détourner les masses aveugles de ces procédés dangereux, ils emploient le langage le plus persuasif et le plus fraternel, offrant pour les souffrances du moment, l'appui d'une solidarité qui embrasse le monde entier.

Et cependant, malgré sa modération incontestable, malgré son respect pour l'ordre et les lois, on calcule sans cesse ses membres. On les désigne comme des provocateurs au crime et au désordre, on les représente comme les soutiens de toutes les tentatives révolutionnaires contre les gouvernements et la société, et on les poursuit, on les traque par tous les moyens, la force armée, la police, les tribunaux. Ainsi sous les plus fausses et les plus faux prétextes, on les a attaqués à main armée à Charleroi, à Seraing, à l'Épine, à Verviers, en Belgique; à Aahin, à Bismarck, au Creusot, en France; à Barcelonne en Espagne; à Olmitz, à Reichenberg, à Turan, en Autriche; et tout cela durant les deux dernières années.

On a monté des procès monstrueux afin d'y impliquer les auteurs les plus populaires de l'Association, et on les a, sous des prétextes inavouables, condamnés à des peines réservées pour les plus grands criminels. Ainsi à Vienne, neuf d'entre eux ont été condamnés à des emprisonnements de cinq et six années. A Paris, ils sont libres maintenant, vingt-huit ont été condamnés depuis de trois mois jusqu'à deux ans. En Russie, on a fait mieux, on en a condamné un à mort, et une cinquantaine à la transportation en Sibérie. Et combien d'autres à Charleroi, à Verviers, à Glasgow, à Lyons, à St. Etienne, à Rouen, au Creusot.

à suivre.

**DES GREVES**

Depuis quelques années les travailleurs ont engagé la lutte contre les capitalistes par les grèves.

Ces premières escarmouches contre le patronat ont coûté cher aux ouvriers; mais leur eussent-elles coûté encore plus cher, il ne faudrait pas s'en plaindre, car elles leur ont appris à s'unir et à solidariser leurs intérêts, ce qui est immense; et on peut les considérer comme ce qui a été fait de plus utile pour leur affranchissement.

C'est du reste tout ce qu'on pouvait attendre de bons des grèves, n'étant par elles-mêmes qu'un impasse économique au bout duquel les travailleurs ne trouvent souvent qu'un excès de privations.

Aujourd'hui que ce résultat est obtenu, que la solidarité est comprise, il est temps pour les travailleurs de passer à un autre mode d'action qui, comme les grèves, n'épuise pas toujours leurs caisses de prévoyance, mais qui au contraire, en utilise les fonds en créant des centres de consommation, de production et d'échange, où ils pourront se grouper et travailler selon leurs aptitudes et leurs fonctions, jusqu'au jour où ils feront la grève générale, celle qui doit être et qui sera la dernière.

(\*) Voir au No. 16.

Celle où tous les travailleurs à un jour fixé, refusant de travailler chez les patrons parce qu'ils sauront où aller pour utiliser leurs bras, diront: Je ne travaille pas, non parce que je trouve mon salaire insuffisant, — Je ne travaille pas, parce que je veux être mon maître et ne veux plus travailler pour d'autres que les miens.

Si ce jour là, qui est peut-être beaucoup plus rapproché qu'on ne pense, la bourgeoisie n'est pas blessée à mort et les spéculateurs avides pour jamais, il faudra que le peuple soit bien sot et qu'il n'ait aucune volonté ferme d'augmenter son bien-être, car il aura pu être son maître et il ne l'aura pas voulu.

Il ne l'aura pas voulu, parce qu'il n'aurait pu préférer l'aliénation d'être valet ou d'en avoir à son service.

Quelle immoralité s'il était joueur à ce point là! Ce que je viens de dire des grèves, je l'ai écrit il y a cinq ans dans le *New-Nation* édité à New-York par le Gén. Chisoret. C'était alors une opinion nouvelle qui paraissait hasardée. Aujourd'hui elle est devenue celle de toutes les associations internationales de France, de Belgique, d'Allemagne et d'Angleterre.

Partout, les ouvriers qui ont organisé des sociétés de résistance se sont aperçus que les grèves ne résolvaient aucune question économique en litige; qu'elles n'étaient qu'un moyen dépendant de guerroyer; et que, lorsqu'ils se voyaient vainqueurs du combat, ils étaient plus harassés et plus pauvres que les vaincus.

Partout ils ont donc pensé à user d'un autre moyen pour combattre le patronat et à s'unir, et non tous en fonds — car ils peuvent élever dans certaines cas être obligés de faire grève malgré eux, — mais du moins une partie à prendre pour leur compte, et à faire à leurs patrons la plus terrible des grèves, celle de la concurrence par le refus de travail et par l'abolition du tant pour cent qui leur incombait et dont ils s'enrichissaient aux dépens de tous!

Déjà en Suisse, en Belgique et en France, on a proposé de distraire 25 p. cent des fonds des caisses de résistance, et de les affecter à la création de quelques centres de consommation. Mais que magasin, hôtel, entrepôt, où l'on livrait à la disposition du public un peu de tous les produits qui se consomment et se fabriquent dans le pays.

Le second pas qu'on ferait dans cette voie serait de créer des centres de production, assés que l'économie de l'importer quel objet offert au public serait régulier et assez considérable pour alimenter le travail d'un atelier.

Dans ces ateliers sociaux, tous les membres des sociétés pouvant y travailler devraient y passer, chacun leur tour, afin d'en comprendre la marche et d'en discuter les rouages pour qu'à un moment donné, lorsqu'une grève serait décidée, tous ou presque tous puissent y trouver de l'occupation et y rester même afin d'y consommer l'abolition des patrons.

Tout ceci est simple comme deux et deux font quatre. Pour accomplir cette œuvre il ne faut que le vouloir, et agir joyeusement quand on l'aura une fois commencé.

Comme le peuple seul n'est pas corrompu, seul il peut l'entreprendre et la mener à bien. — Qu'il le veuille! Ce sera. — Il a son sort dans les mains, et pour détruire le privilège de l'industrie et établir l'égalité et la solidarité des conditions, il lui faudra moins de temps qu'il n'en a fallu aux chemins de fer pour avoir raison des grandes routes, du rochage et de leurs diligences pleines de voyageurs.

**Ces gueux de Rouges.**

Chaque semaine les journaux effrénés et réactionnaires, bien qu'ils aient fait d'acclamer la République avec joie, servent à leurs abonnés une petite émeute, où le pillage, le viol et l'incendie ont failli être pratiqués par ces gueux de rouges et de socialistes.

C'est une manœuvre qu'ils trouvent bonne en ce qu'elle est toujours neuve, pour ramener sous leurs ailes leurs abonnés lecteurs.

Les gens sages finissent-ils par comprendre que ces comptes et ces émeutes sont la plupart du temps des colonnes fautes à dessin pour déshonorer le peuple français, et que ceux qui les inventent n'ont tant d'imagination qu'afin de détourner les regards de dessus eux, qui, sans quelques rares exceptions, sont tous des escrocs, des banqueroutiers, des entrepreneurs des deux sexes, des gens de sac et de corde, des coquins en un mot.

Le peuple français est aussi honnête que n'importe quel autre peuple, s'il se révolte c'est qu'on a été injuste envers lui et qu'on lui a donné l'exemple de la violation des lois. Si pendant une insurrection il se

commet un vol, le voleur est presque toujours pris et fusillé, à moins qu'il ne soit protégé par la police qui l'a reconnu pour un des siens.

Si ce qui se passe aux Etats-Unis lors des élections, avait lieu en France, si on voyait des électeurs se battre le revolver au poing aux endroits où ils vont déposer leur bulletin, c'est pour le coup qu'on ferait un joli narré de la bagarre.

Il y aurait d'abord un empoiement général, puis un jugement à faire la réputation de quarante avocats.

On découvrirait après une longue et lugubre instruction, que les électeurs avaient la secrète intention de tuer les gouvernants et de prendre leur place, non point les remplacer et faire leur besogne, mais pour en toucher les appointements. Horreur!... Les rouges auraient voulu détruire la famille, la religion et la propriété. Abomination!... Puis on assemblerait une cour extraordinaire, on ferait un tapage de tous les diables, l'univers serait convaincu que la France l'a échappé belle, et que son peuple n'est composé que de vauriens et de bandits incapables d'avoir une république qui dirait et prouverait nouvellement converti à l'impérialisme Carl Schult.

Est le lot veut qu'on mette le turbulent à l'ombre jusqu'à ce que le calme soit revenu, et personne n'est effrayé.

Quand donc en sera-t-on autant chez nous!

Sous l'empire, si vous aviez le malheur de souffrir dans un sabbat à 10 heures du soir, revênez-vous de St. Claude, et cela déplaçait à un agent de police vous êtes arrêté et conduit au vicin, et, vous êtes pris, vous raisonnez et répondez agréablement à l'agent qui vous avait arrêté, on vous mène en police correctionnelle/ vous y êtes condamné comme tapageur nocturne et contempteur de l'autorité.

Espérons qu'on en a fini avec ces gentilhommes de police, et qu'on se fera plus fort aux gens sages, comme à de véritables enfants.

**THOMAS CARLYLE**

THOMAS CARLYLE, ce vieil enseveli de la liberté des peuples n'a pas cru qu'il devait mourir avant d'avoir répandu une fois de plus sa lave sur la nation française, qui heureusement pour elle s'en soucie comme de celle d'un colimaçon.

Cet homme qui n'a jamais su voir dans notre première révolution que la victoire de l'anarchie sur l'autorité, et dans Napoléon qu'un grand sauveur, devait, en effet, trouver inique qu'après Sedan, la France se défendit contre son vieil ami Guillaume, cet épaule descendant de héros dont il s'est fait l'historien.

Anglais par son amour du passé, prussien par sa myopie de l'avenir, et imitateur stérile de Jean Paul auquel il a dérobé quelques plumes, il s'est proclamé le philosophe le plus aviné du siècle, et sa philosophie, si l'on peut appeler de ce nom ces vieilles redites, consiste tout simplement, pour les nations, à s'endormir dans les bras d'un homme providentiel, à lui obéir aveuglément, et quand par hasard cet homme est un Arce, lui abandonner tout ce qu'un peuple doit toujours conserver par dessus lui: le droit de disposer de sa vie, de sa liberté, de sa fortune.

Ce vieux fou n'a jamais parlé à la France d'avoir des vins qui rendent plus gais et plus généreux ceux qui les boivent que les amateurs de gin, et aux français, de ne pas avoir pour ses ouvrages la même estime et la même attention.

Avant de mourir, ce vieillard égoïste n'a pu s'empêcher d'y paraître sensible. Il a cru qu'il était l'heure où l'ère devait donner son coup de pied.

Qu'il descende donc en paix dans la tombe et que la terre lui soit légère; la République française vivra sans se douter même qu'il ait jamais vécu.

Le Délégué de la Section Française de l'Association Internationale près le Comité Central récemment établi à New-York, a déposé dans nos bureaux, les Statuts de ce Comité, en nous priant de les publier; nous le faisons avec plaisir car, l'établissement d'un tel Comité en Amérique, nous fait espérer une rapide extension, de ce côté de l'océan, de cette organisation si puissante et si répandue en Europe, et qui a toutes les sympathies de l'Union Républicaine, et compte même plusieurs de ses apôtres parmi ses membres.

Voici ces Statuts.

**STATUTS**

DE  
**COMITE CENTRAL**

DE  
**L'ASSOCIATION INTERNATIONALE**

**DES TRAVAILLEURS,**

**POUR L'AMERIQUE DU NORD.**

**ARTICLE 1er.**

Le Comité Central de l'Association Internationale des Travailleurs, pour l'Amérique du Nord, est établi à New-York, et se compose d'un délégué de chaque Section de l'Association dans l'Amérique du Nord.

**ART. 2.**

Le Comité Central doit:

- A. Organiser et centraliser la propagande, et représenter les Sections à l'Intérieur et à l'Extérieur;
- B. Transmettre les cotisations au Conseil Général de Londres;
- C. Recevoir au sein de l'Association Internationale des Travailleurs, toute société ouvrière ou permanente reconnaissant les principes et les Statuts de l'Internationale, et remettant les cotisations pour le Conseil Général et pour le Comité Central.

**ART. 3.**

Pour couvrir les frais d'administration du Comité Central, chaque Section de l'Amérique du Nord devra verser dans la caisse du dit Comité, une cotisation annuelle de cinq cents par membres.

**ART. 4.**

Pour faciliter la propagande, et établir des rapports réguliers avec le Comité Central, un sous-Comité local sera formé dans chaque endroit comptant plus de deux Sections.

**ART. 5.**

Les dispositions précédentes seront en vigueur pour un an après date.

New-York, 1er Décembre 1870.

**CONVOCATION.**

La Section française de l'Association internationale des Travailleurs se réunit le 1er et le 3ème Dimanche de chaque mois, à 9 heures du matin, au numéro 100, Prince street.

**REUNIONS.**

**A New-York**

La première section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

La deuxième section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au 100, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du Bulletin, se renouvellant à tour de rôle, se réunit le premier et le second vendredi de chaque mois, à huit heures du soir, dans ses bureaux, 135, Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du Bulletin de l'Union Républicaine de Langue Française, doit être adressé.